

Début 2011, l'emploi progresse mais le chômage résiste

Au premier trimestre 2011, le marché du travail régional n'a fait que partiellement écho à la reprise de l'économie nationale. Dans la région, bien que la hausse de l'emploi, en cours depuis plus d'un an se soit prolongée, le nombre de demandeurs d'emploi a continué de croître. Au final, le taux de chômage régional a légèrement augmenté pour s'établir à 11,1 % de la population active. Quelques signes encourageants sont toutefois perceptibles. L'emploi salarié a progressé dans le tertiaire, mais aussi dans l'industrie, tandis que pour la première fois ce trimestre, il s'est stabilisé dans la construction. De plus, des contrats de travail en entreprise ont pris le relais du travail temporaire, signe que la reprise de l'activité économique se consolide. Par ailleurs, le nombre de nouvelles inscriptions à Pôle emploi faisant suite à un licenciement économique, une fin de CDD ou de mission d'intérim, ainsi que le recours au dispositif d'activité partielle ont diminué. Pourtant, les prévisions anticipent une modération de la croissance au deuxième trimestre à l'échelon national.

En France, comme en Europe, l'activité a nettement accéléré au premier trimestre 2011 : la croissance du PIB national est de + 0,9 % contre + 0,3 % au trimestre précédent. Il s'agit de la plus forte hausse depuis le deuxième trimestre 2006. Sur l'ensemble de l'année 2011, la croissance s'établirait à + 2,1 %, après + 1,4 % en 2010.

Repères nationaux

	Variations annuelles (%)	
	2010	2011
PIB (*)	1,4	2,1
Dépenses de consommation des ménages (*)	1,3	1,2
Prix à la consommation (**)	1,8	2,3

(*) aux prix de l'année précédente chaînés - données CVS-CJO

(**) glissements annuels

■ prévisions issues de la note de conjoncture nationale de l'Insee

Source : Insee

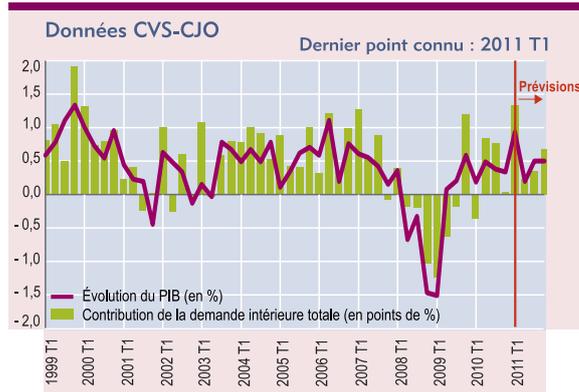
Contexte international

	Moyennes annuelles	
	2010	2011
Taux de change euro-dollar	1,3	1,4
Cours du baril de pétrole (brent)	80 \$	113 \$

Note de lecture : en moyenne sur 2010, 1 euro vaut 1,3 dollar.

Source : Insee

PIB et demande intérieure totale en France



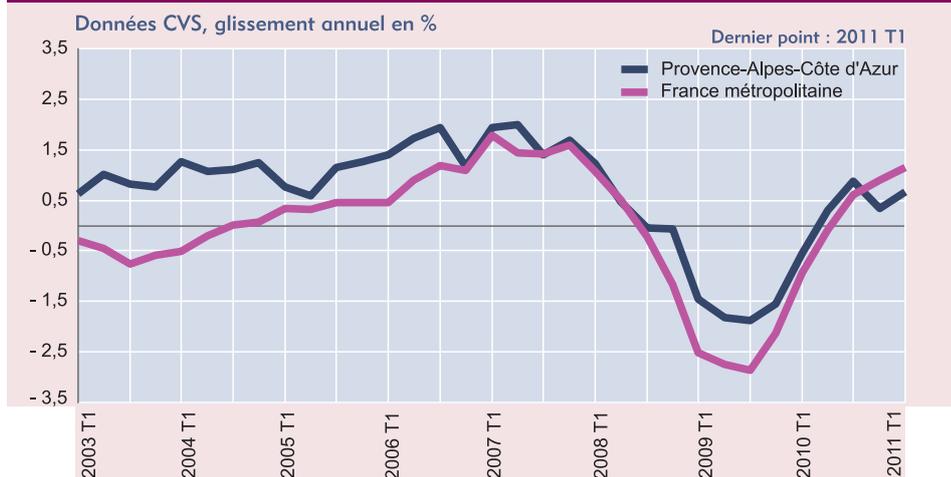
économie
conjoncture

www.insee.fr

- Régions
- Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Les publications

Si l'activité en zone euro a également rebondi (+ 0,8 % au premier trimestre après + 0,5 % au quatrième trimestre 2010), ce n'est pas le cas pour l'ensemble des économies avancées (+ 0,4 %). Aux États-Unis, l'économie a été pénalisée par le recul de la dépense publique et par l'effet des intempéries sur la construction. Au Japon, l'appareil productif a été fortement endommagé par le séisme du 11 mars, avec pour résultat une forte contraction de son activité (- 0,9 %). La demande en provenance de ces deux pays a malgré tout rebondi et s'est conjuguée au dynamisme des importations des zones émergentes pour soutenir les échanges mondiaux.

En France, l'activité a été soutenue par une demande interne en nette progression et un mouvement marqué de reconstitution des stocks. Ainsi, l'investissement des entreprises a vivement accéléré, à la faveur d'un regain de tension sur les capacités de production et de conditions d'emprunt favorables. L'investissement des ménages en logements s'est quant à lui légèrement replié (- 0,3 %). La consommation des ménages a en revanche été dynamique, tirant parti de "l'effet de traîne" de la suppression de la prime à la casse et d'un rebond de la consommation de services. Cette hausse de la demande intérieure a nettement soutenu les importations et, malgré un fort rebond des exportations, le commerce extérieur a finalement pesé sur la croissance. La production en biens et services a fortement accéléré, notamment celle de l'industrie manufacturière. Cette hausse est principalement due aux rattrapages ponctuels de production liés aux mouvements de grève de l'automne dernier, en particulier dans le raffinage. Les ménages, confrontés à un taux de chô-



Lecture : l'évolution en glissement annuel rapporte les effectifs d'un trimestre aux effectifs du même trimestre de l'année précédente.
Source : Insee - Estimations d'emploi

mage important, ont maintenu un niveau d'épargne élevé.

Sur le marché du travail, cette accélération de la croissance s'est traduite au niveau national par une hausse plus soutenue de l'emploi et une légère baisse du taux de chômage. Autre signe du rétablissement de l'activité, des contrats de travail en entreprise ont pris le relais du travail temporaire. Dans la région, l'emploi salarié a également progressé sans toutefois contenir pleinement la montée du chômage. Au final, le taux de chômage localisé a légèrement augmenté au premier trimestre.

7 300 emplois salariés supplémentaires en un an

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'emploi salarié des secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs (58 % de l'emploi total) s'est inscrit en hausse au premier trimestre 2011. Sur un an, l'amélioration de l'emploi salarié régional se prolonge : après s'être forte-

ment contractée au troisième trimestre 2009 (- 1,9 %), son évolution annuelle n'a cessé de se redresser pour finalement s'inscrire à nouveau en positif à partir du deuxième trimestre 2010. La hausse de l'emploi salarié s'établit désormais à + 0,7 %, après + 0,3 % au quatrième trimestre 2010 (soit 7 300 emplois salariés supplémentaires sur un an). Au total, fin mars, la région Paca compte 1 100 000 salariés. Seuls quatre emplois sur dix détruits depuis le début de la crise ont cependant été reconstitués.

En France métropolitaine, la hausse de l'emploi salarié s'est également prolongée au premier trimestre 2011. Il s'agit du cinquième trimestre consécutif de progression. En baisse depuis le deuxième trimestre 2008, l'emploi s'était stabilisé au dernier trimestre 2009. Sur un an, l'emploi salarié augmente plus rapidement qu'au niveau régional (+ 1,1 % contre + 0,7 %). Au final, 175 000 salariés supplémentaires ont été enregistrés.

Persistance du chômage

En France métropolitaine, le taux de chômage au sens du BIT a légèrement baissé et s'établit au premier trimestre 2011 à 9,2 % de la population active. Sur un an, il diminue de 0,3 point.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, la phase d'ajustement du marché du travail à la crise s'est prolongée. En effet, bien que les créations d'emploi aient repris, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits⁽¹⁾ à Pôle emploi a continué d'augmenter (+ 1,0 % au premier trimestre 2011, après + 2,0 %

Emploi salarié par secteur d'activité

Secteurs d'activité	Données CVS					
	Emploi salarié au 1 ^{er} trimestre 2011					
	Provence-Alpes-Côte d'Azur			France métropolitaine		
	Effectifs au 31/03	Variation trimestrielle (en %)	Glissement annuel (en %)	Variation trimestrielle (en %)	Glissement annuel (en %)	
Industrie	158 601	0,7	0,4	0,0	- 1,0	
Construction	107 880	0,0	- 1,0	0,2	- 0,4	
Tertiaire	797 273	0,4	0,6	0,4	1,4	
dont Commerce	237 136	0,5	- 0,6	0,3	0,5	
Services	560 136	0,4	1,1	0,5	1,1	
Ensemble hors intérim	1 063 754	0,4	0,4	0,3	0,7	
Intérim	36 174	- 0,4	8,8	1,0	13,8	
Ensemble	1 099 929	0,4	0,7	0,4	1,1	

Lecture : l'évolution en glissement annuel rapporte les effectifs du 31 mars 2011 aux effectifs du 31 mars 2010.
Source : Insee - Estimations d'emploi

(1) Inscrits en catégories A,B&C, catégories qui regroupent l'ensemble des inscrits tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

en moyenne sur 2010), alors qu'il s'est stabilisé au niveau national. Au final, le taux de chômage localisé⁽²⁾ a légèrement progressé pour s'établir à 11,1 %. Autre conséquence de la crise, des effets à long terme pèsent durablement sur certaines catégories de demandeurs d'emploi : ainsi le chômage de très longue durée augmente fortement (+ 27 % entre mars 2010 et mars 2011). De même, le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans a crû de plus de 16 %. Selon les premières informations disponibles, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi se poursuivrait encore au deuxième trimestre 2011.

Certains signes d'amélioration sont toutefois perceptibles. Une baisse du nombre de nouvelles inscriptions à Pôle emploi, faisant suite à un licenciement économique, une fin de CDD ou de mission d'intérim a été enregistrée dans la région (respectivement - 8,5 %, - 3,6 % et - 6,1 % au premier trimestre 2011). Par ailleurs, le recours au dispositif d'activité partielle⁽³⁾ a fortement diminué depuis début 2010. Environ 390 000 heures ont été autorisées au premier trimestre 2011, contre près de 960 000 heures un an auparavant. Parmi les secteurs les plus affectés par l'activité partielle, celui des travaux de construction spécialisés (activités de second œuvre et de finition) représente plus d'un quart du nombre d'heures autorisées.

Hausse modérée de l'emploi salarié dans le tertiaire

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'emploi salarié dans le tertiaire hors intérim (73 % des effectifs) s'est inscrit en hausse au premier trimestre 2011. Cette augmentation concerne désormais les services, mais aussi le commerce dont les effectifs n'avaient cessé de se contracter depuis le troisième trimestre 2008. Sur un an, le secteur tertiaire poursuit son redresse-

(2) Suite aux changements méthodologiques intervenus au niveau national, les séries des taux de chômage ont été entièrement révisées depuis 1982. Pour les taux régionaux et départementaux, on mesure un taux de chômage "localisé", cohérent avec le taux de chômage au sens du BIT national, mais calculé selon une méthode différente. Il s'agit par ailleurs de taux en moyenne sur le trimestre, et non en fin de trimestre comme auparavant.

(3) Un établissement qui, en raison de la conjoncture économique ou d'un autre événement considéré particulier, subit une réduction ou la suspension temporaire de son activité, peut solliciter les pouvoirs publics afin de faire bénéficier à tout ou partie de ses salariés d'une indemnisation au titre de l'activité partielle.

ment : 4 500 postes ont été créés dans le secteur depuis le premier trimestre 2010, soit + 0,6 %. Au niveau régional, les salariés intérimaires sont comptabilisés dans le tertiaire, quel que soit le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Pour la première fois depuis le deuxième trimestre 2009, leur effectif a légèrement baissé. Sur un an, la progression du nombre de travailleurs temporaires a ralenti, mais reste bien orientée (+ 8,8 %, après + 15,1 % au trimestre précédent). La part de l'intérim dans l'emploi salarié a désormais rejoint son niveau d'avant-crise.

En France métropolitaine, la hausse de l'emploi salarié dans le tertiaire hors intérim a accéléré au premier trimestre 2011. Sur un an, la tendance est toujours bien orientée : le secteur a créé 100 000 emplois (soit + 1,4 %) entre le premier trimestre 2011 et le premier trimestre 2010. Pour la première fois depuis le deuxième trimestre 2009, les effectifs intérimaires de ce secteur ont baissé (- 1,4 % après + 1,7 % au quatrième trimestre 2010).

En France, selon les dernières enquêtes de conjoncture, l'activité aurait ralenti dans les services marchands au deuxième trimestre 2011. Cette tendance se prolongerait durant l'été. D'après les chefs d'entreprise dans le commerce de détail et dans le commerce et la réparation automobiles, l'activité du secteur se serait légèrement repliée ces derniers mois. Ce léger recul se poursuivrait dans les mois à venir.

Des créations d'emplois dans l'industrie

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'emploi industriel hors intérim (15 % des effectifs) a cessé de diminuer à compter du

troisième trimestre 2010. Sur un an, la progression des effectifs de ce secteur est sensible : après avoir accusé un recul historique au troisième trimestre 2009 (- 3,3 % sur un an), le rythme de perte d'emplois industriels a continué à ralentir pour s'inscrire à nouveau en positif début 2011 (+ 0,4 %, soit 600 emplois supplémentaires par rapport au premier trimestre 2010). Au trimestre précédent, le secteur perdait encore 2 000 emplois.

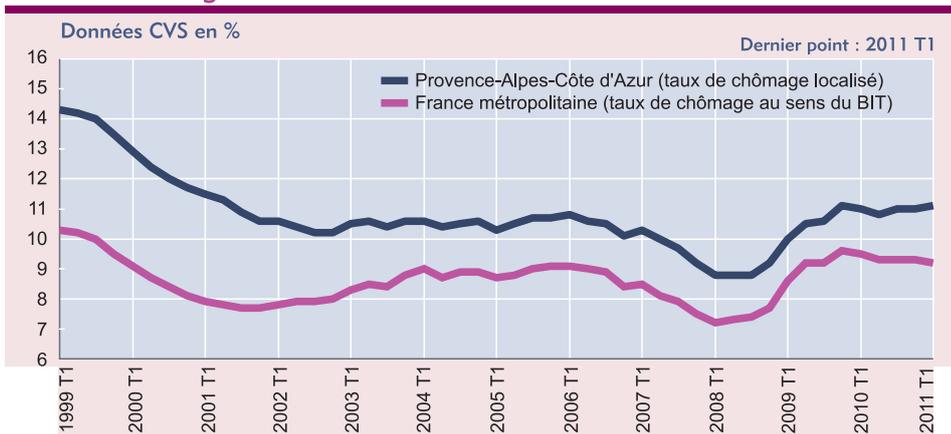
En France métropolitaine, pour la première fois en dix ans, le nombre d'emplois salariés industriels hors intérim s'est stabilisé au premier trimestre 2011. Sur un an, le recul s'est établi à - 1,0 %, ce qui correspond à un peu moins de 33 000 pertes d'emplois (contre 61 000 le trimestre précédent). Le nombre d'intérimaires en mission dans le secteur industriel (environ 8 % des effectifs salariés du secteur) a de nouveau augmenté par rapport au premier trimestre 2010, mais sur un rythme moins soutenu qu'au trimestre précédent (+ 23 %, après + 34 % au quatrième trimestre 2010).

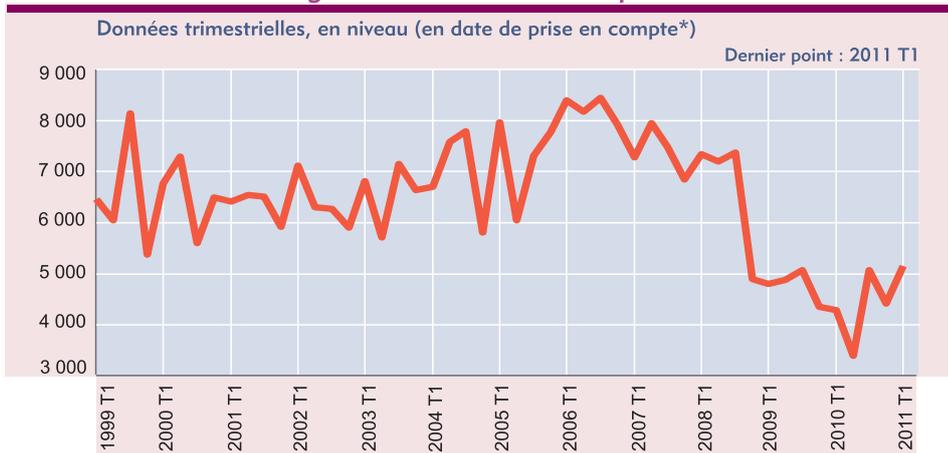
Au niveau national, les industriels interrogés en juin 2011 font état d'une nouvelle accélération de leur activité au deuxième trimestre 2011 et d'une légère amélioration de leurs perspectives de production pour les mois à venir.

L'activité a cessé de se dégrader dans la construction

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'emploi salarié dans la construction hors intérim (10 % des effectifs) s'est stabilisé au premier trimestre 2011, après neuf trimestres consécutifs de contraction des effectifs. En évolution annuelle, il a pour-

Taux de chômage





* données comptabilisées à la date d'enregistrement par les services statistiques, qui peut différer de la date effective de mise en chantier.

Source : ministère de l'Écologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement - Dreal Paca

suivi son redressement par rapport au trimestre précédent (- 1,0 %, après - 1,4 % fin 2010). Sur un an, le secteur de la construction a ainsi perdu 1 100 emplois (contre 1 500 au trimestre précédent).

Depuis la fin du premier semestre 2010, le nombre de mises en chantier de logements⁽⁴⁾ augmente dans la région sur un rythme moyen d'environ 20 % par trimestre, alors qu'il diminuait de 6 % depuis le début de la crise. À titre de comparaison au niveau national, les mises en chantier ont augmenté de 10 %, après une baisse de 3 %. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, un point bas avait été atteint au deuxième trimestre 2010, avec 3 400 mises en chantier contre 6 900 en moyenne avant la crise. Au premier trimestre 2011, ce nombre a dépassé les 5 000 unités. Ce rebond est notamment imputable aux logements individuels : 750 maisons supplémentaires ont en effet été commencées entre janvier et mars 2011. Après deux trimestres consécutifs de forte hausse au second semestre 2010 (respectivement + 31 % et + 20 %), le nombre de permis de construire délivrés de janvier à avril 2011 pour les appartements s'est, à l'inverse, légèrement tassé (- 1,3 %). Celui des maisons a poursuivi sa hausse (+ 10,1 %). Le redressement des mises en chantier devrait ainsi se poursuivre.

Concernant les logements neufs, la progression des ventes régionales observée depuis début 2009 s'est interrompue au premier trimestre 2011 : près de 2 900 transactions ont été réalisées, soit 450 de moins qu'un an auparavant (- 13,3 %). Cette baisse est toutefois inférieure à la tendance nationale (- 17,2 %). En Paca, elle ne concerne que les appartements, les ventes de maisons s'étant stabilisées. En conséquence, les prix d'achat des appartements neufs se sont légèrement contractés (- 1,6 % par rapport au trimestre précédent), alors que les prix des maisons ont augmenté de 2,5 %.

En France métropolitaine, l'emploi salarié de la construction hors intérim, en recul depuis l'été 2008, s'est inscrit en hausse au premier trimestre 2011 (+ 0,2 %). En évolution annuelle, la tendance est cependant restée négative : le

repli s'est établi à - 0,4 % (après - 0,9 % le trimestre précédent). Début 2011, le nombre d'intérimaires dans la construction (8 % des effectifs du secteur) a également augmenté (+ 3 500 emplois).

Au mois de juin, selon l'enquête de conjoncture nationale dans le bâtiment, les entrepreneurs interrogés ont fait état d'une lente amélioration de leur activité et prévoient la poursuite de cette tendance, quoiqu'à un rythme légèrement inférieur.

* * * * *

Perspectives nationales

La demande intérieure soutiendrait la croissance au second semestre 2011

Dans les mois à venir, la dynamique de reprise, à l'œuvre depuis deux ans, se poursuivrait. Certes, l'activité au deuxième trimestre pâtirait de la dissipation des facteurs exceptionnels observés en début d'année : le climat conjoncturel décrit dans les enquêtes de conjoncture fait récemment état d'un coup de frein de l'activité. Mais ce ralentissement serait ponctuel : la croissance reviendrait sur un rythme de + 0,5 % par trimestre d'ici à la fin de l'année, portée par la hausse de l'investissement et de l'emploi. Avec la stabilisation du prix des matières premières, l'inflation devrait amorcer un recul d'ici la fin de l'année. Ce repli de l'inflation s'ajouterait à la hausse des revenus d'activité, issue des créations d'emploi, pour alimenter les gains de

pouvoir d'achat des ménages. En ligne avec le pouvoir d'achat, la consommation se redresserait au second semestre 2011. Le marché du travail poursuivrait sa lente amélioration : l'emploi salarié augmenterait de 1,1 % en 2011, soit 0,2 point de plus qu'en 2010. Il rejoindrait ainsi son niveau de fin 2008. En lien avec le dynamisme de l'emploi, le taux de chômage baisserait lentement et atteindrait 9,0 % à la fin 2011 pour la France métropolitaine.

Ces prévisions sont entourées de plusieurs aléas qui concernent notamment l'ampleur du ralentissement de l'économie américaine, ainsi que la dynamique de reprise de l'activité japonaise. De plus, dans la zone euro, les dettes publiques continuent de susciter des inquiétudes. À l'inverse, l'amélioration du marché du travail pourrait inciter les ménages à rompre avec les comportements de précaution adoptés face à la crise.

Éric Rubiloni

POUR EN SAVOIR PLUS

Retrouvez la note de conjoncture nationale de juin 2011 : "Par à-coups" sur www.insee.fr

Institut National de la Statistique et des Études Économiques
 Provence-Alpes-Côte d'Azur
 17 rue Menpenti
 13387 Marseille Cedex 10
 Tél : 04 91 17 57 57 Fax : 04 91 17 59 60

Directeur de la publication : Renan Duthion
 Chef du service Études et Diffusion : Valérie Roux
 Rédacteur en chef : Claire Joutard

© Insee 2011
 Dépôt légal : juillet 2011
 N° ISSN : 2114-8260
 Réf : ANA111132

(4) en date d'enregistrement